



DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Direction des Etablissements de Crédit
et des Finances Extérieures

Tel : 27 20 22 02 94 / 27 20 22 22 74

27 20 30 66 11

Fax : 27 20 22 09 70

Email : decfinex@tresor.gouv.ci

Adresse : BP V 149 Abidjan

Abidjan, le 29 MARS 2024

Le Directeur

N° 00402

MFB/DGTCP/DECFinEx/SDAMB/OO/AKHM

Destinataire : Monsieur le Directeur de la Communication et des Relations Publiques

V/Réf. :

Objet : Transmission de la note de conjoncture du quatrième trimestre 2023 sur le secteur bancaire ivoirien

Nombre de pièces : 01

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, pour diffusion dans la revue « Le Trésorier », la note de conjoncture sur le secteur bancaire ivoirien au titre du quatrième trimestre 2023.

Ministère des Finances et du Budget
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DIRECTION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
ET DES FINANCES EXTERIEURES
P/Le Directeur
P. I. Le Sous-Directeur des Affaires
Monétaires et Bancaires (SD/AMB)


BRAI Olivier
Administrateur Principal
des Services Financiers





DIRECTION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES FINANCES EXTERIEURES

NOT

NOTE DE CONJONCTURE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2023 SUR LE SECTEUR BANCAIRE IVOIRIEN

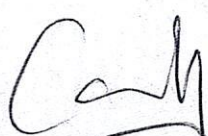

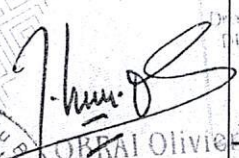

Référence : DGTCP-DECFinEx-NOT-111-2024
Date de rédaction : 26/03/2024
Version 1
Page : 5

La présente note a été élaborée à l'issue de l'enquête de conjoncture réalisée par le Trésor Public. Elle donne l'état des lieux du secteur bancaire ivoirien au quatrième trimestre 2023 sur la base des données collectées auprès de 26 banques sur les 28 en activité.

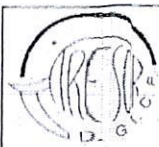
La Société Ivoirienne de Banque (SIB) et AFRILAND FIRST BANK CÔTE D'IVOIRE sont les seules banques à n'avoir pas transmis le questionnaire renseigné à la date d'édition de la présente note.

Cette note aborde différents points examinés sur la période, à savoir :

- le paysage bancaire ;
- l'évolution de l'activité ;
- les performances enregistrées ;
- le respect du dispositif prudentiel ;
- les perspectives envisagées.

Rédaction du document	Vérification du document	Validation du document
<p>AHMED KONET Hamza Mohamed</p> <p>Chef du service Contrôle de Gestion des Etablissements de Crédit</p> <p>PI, le chef de Service Etudes Economiques, Monétaires et Financières</p> <p>ATSE seka Hermann Carlos</p> <p>Visa :</p> 	<p>OBRAI Olivier</p> <p>Sous-directeur des Affaires Monétaires et Bancaires</p> <p>Visa :</p>   <p>OBRAI Olivier Administrateur Principal des Services Financiers</p>	<p>OUATTARA Yaya</p> <p>Directeur des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures</p> <p>Ministère des Finances et de la Comptabilité Publique</p> <p>DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE</p> <p>DIRECTION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES FINANCES EXTERIEURES</p> <p>P/Le Directeur des Affaires Monétaires et Bancaires (SD/AMB)</p>  <p>OBRAI Olivier Administrateur Principal des Services Financiers</p>
Gestionnaire du document	SD AMB	
Destinataire pour action	Destinataire pour information	Validité
DECFinEx	DGTCP/MFB	A compter du 9 MARS 2024





Contexte

Le secteur bancaire, au quatrième trimestre 2023, a été marqué à l'échelle mondiale, par un ralentissement de l'inflation et un maintien de la croissance économique mondiale.

Selon les dernières projections du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance du PIB mondial ressortirait à 3,1% pour l'année 2023, contre 2,9% en octobre dernier avant d'accélérer à 3,2 % en 2024.

Cette situation fait suite à un ralentissement de la croissance aux États-Unis, où la politique monétaire restrictive a toujours des incidences sur l'économie, ainsi qu'en Chine, où la baisse de la consommation et de l'investissement continue de peser sur l'activité économique. Dans la zone euro, une légère reprise est observée malgré le niveau élevé des prix de l'énergie et la politique monétaire restrictive qui freine la demande.

Au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), selon le Conseil des Ministres de l'UMOA, l'activité économique est restée dynamique au quatrième trimestre 2023, avec une progression du PIB réel équivalente à celle du trimestre précédent. Sur l'année 2023, la croissance de l'Union s'est située à 5,6% après 5,7% en 2022. Elle devrait s'accroître en 2024 pour s'établir à 6,5%.

En outre, les tensions inflationnistes se sont atténuées, à la faveur de la réduction des pressions sur les produits alimentaires induites par les mesures de politique monétaire prises par la Banque Centrale et les efforts des États pour lutter contre la vie chère, bien que les risques d'un retournement de situation ne soient pas à écarter. Le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 3,7%, après 7,4% en 2022.

De ce fait, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,50%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques quant à lui reste à 3,0%.

Au plan national, selon le communiqué du Conseil des Ministres du 6 décembre 2023, la croissance économique nationale devrait ressortir à 7% en 2023 contre 7,4% et 6,7%, respectivement en 2021 et 2022.

L'économie ivoirienne maintient ainsi son dynamisme affiché depuis le début de l'année en dépit des effets des chocs induits par la pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine.

En plus, le dynamisme de l'économie continue de se consolider en lien avec le nouveau programme économique et financier conclu avec le FMI sur la période 2023-2026 et la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025.

Cependant, l'inflation qui a atteint des niveaux de 4,2% et 5,2%, respectivement en 2021 et 2022 devrait être ramenée 4,8% en 2023 et l'évolution moins favorable des conditions financières sur le marché des capitaux sous-régional du fait, entre autres, du resserrement de la politique monétaire de la BCEAO a conduit à une réduction des ressources mobilisables sur le marché monétaire et financier.

Aussi, du fait de ce repli et avec la prise en compte des dépenses nouvelles incompressibles, une réduction des autres dépenses budgétaires a été relevée.

La prise en compte de l'ensemble de ces facteurs, y compris le déficit budgétaire projeté à 5,2% du PIB en 2023 contre 4,8% initialement attendu nécessite la révision du budget 2023.

La modification envisagée se traduit par une hausse globale du niveau du budget de 814,14 milliards FCFA. L'équilibre budgétaire s'établit ainsi à 12 508,7 milliards FCFA contre 11 694,4 milliards FCFA initialement arrêté.

Dans ce contexte, comment a évolué le système bancaire ?

I- Paysage bancaire

Un réseau d'agence en baisse ...

Le réseau bancaire couvre l'ensemble du territoire à travers 638 agences fonctionnelles (61% à Abidjan et 39% en province) et 939 distributeurs automatiques de billets (DAB) ou guichets automatiques de banque (GAB) opérationnels (64% à Abidjan et 36 % en province).

Ainsi, on assiste à une orientation des banques vers le digital à travers l'implantation de plus en plus croissante de points de service monétique. En effet, par rapport à l'année précédente, le nombre d'agences dénombré à travers le pays a connu une hausse de (3%) tandis que l'implantation des points de service monétique s'est renforcée avec l'acquisition ou la mise en état de 34 DAB/GAB.

Par ailleurs, le secteur emploie environ 9 103 personnes dont 52% de cadres supérieurs et de 39% de non cadres et 9% de stagiaires et intérimaires.

Sur la période, il a été dénombré 4 801 782 clients de banque dont 98% de particuliers et 2% d'entreprises pour 5 984 726 comptes ouverts et 1 560 824 cartes de retrait distribuées.



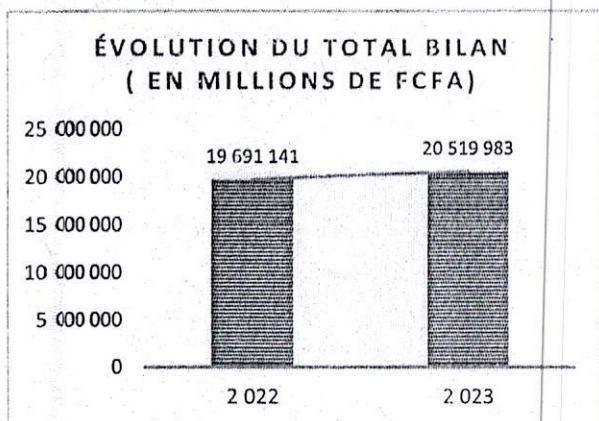


Selon le BCEAO, le taux de bancarisation au sens strict en vigueur est celui de 2022. Il est estimé à 29,5% contre 26,2% à fin 2021.

II- Situation de l'activité au 31 décembre 2023

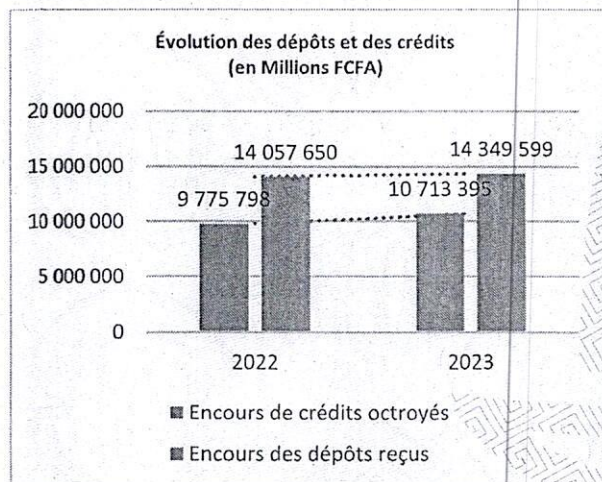
La dynamique se maintient ...

Le secteur bancaire enregistre une activité en hausse de 4% par rapport à décembre 2022 avec un total bilan qui s'élève à 20 519,983 milliards FCFA contre 19 691,141 milliards FCFA en 2022.



Cette hausse est caractérisée par un encours de :

- dépôts en hausse de 2%, qui s'établissent à environ **14 349,599 milliards FCFA** contre **14 057,650 milliards FCFA** en décembre 2022 ;
- crédits en hausse de 10% qui s'établissent à environ **10 713,395 milliards FCFA** contre **9 775,798 milliards FCFA** en décembre 2022.



¹ SGCI, BACI, ECOBANK, NSIA et BNI

Selon la maturité :

- les dépôts collectés par le secteur bancaire, s'établissent à :
 - 60% à court terme ;
 - 21% à moyen terme ;
 - 5% à long terme.
- Les crédits octroyés quant à eux s'établissent à :
 - 50% à court terme ;
 - 45% à moyen terme ;
 - 5% à long terme.

Selon la typologie des clients :

- les dépôts collectés par le secteur bancaire, proviennent de :
 - 40% des grandes entreprises ;
 - 28% des particuliers ;
 - 10% de l'Etat ;
 - 9% des PME
- Les financements accordés sont faits à :
 - 47% à aux grandes entreprises ;
 - 15% à aux particuliers ;
 - 14% à l'Etat ;
 - 11% aux PME.

En outre, avec un total bilan de **10 528,511 milliards FCFA**, un encours de crédit de **6 663,883 milliards FCFA** et un encours de dépôt de **8 320,433 milliards FCFA**, le secteur reste fortement concentré sur les cinq¹ (5) premières banques du secteur qui détiennent à elles seules respectivement 51%, 62% et 58% de part de marché pour chacun de ces indicateurs.

Par ailleurs, l'encours brut des créances en souffrance s'affiche à **805,505 milliards FCFA**, composé à plus de 88% par les Créances Douteuses et Litigieuses (CDL), provisionnées à 70%.

De ce qui précède, les taux bruts et nets de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 8% et 3% à fin décembre 2023 contre respectivement 8% et 2% un an plus tôt.

Il va s'en dire qu'à fin décembre 2023, sur cent (100) dossiers de crédit financés par les banques, environ huit (8) font l'objet de contentieux comme l'année dernière et trois (3) sont irrécouvrables contre deux (2) en décembre 2022.

L'analyse de la qualité du portefeuille traduit ainsi une légère dégradation par rapport à l'année dernière.





III- Performances du secteur

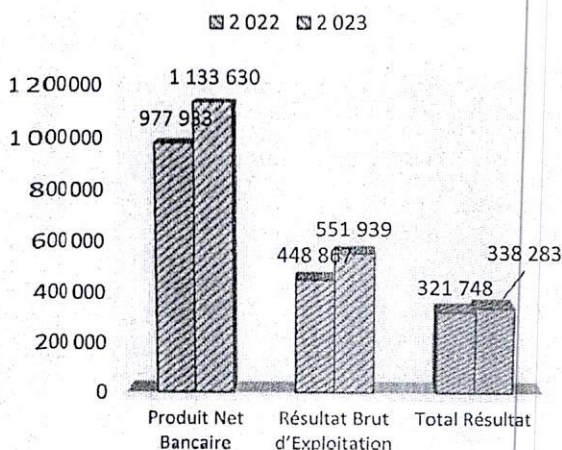
Le secteur bancaire enregistre des performances satisfaisantes

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** des établissements de crédit s'est établi à **1 133,630 milliards FCFA**, en progression de **17%** par rapport à l'année dernière.

Le **résultat brut d'exploitation** connaît une tendance haussière de **23%** par rapport à l'année dernière et ressort à **551,939 milliards FCFA**.

Le **résultat net** s'inscrit dans la même tendance et ressort à **338,283 milliards FCFA** contre **321,748 milliards FCFA** à fin décembre 2022.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT
(EN MILLIONS FCFA)



Au 31 décembre 2023, la forte concentration du secteur sur les cinq (5) premières banques leur permet de dégager à elles seules plus de 69% des bénéfices réalisés.

IV- Respect du dispositif prudentiel

Un système globalement en accord avec les normes de Bâle...

En Côte d'Ivoire, sur les 28 banques agréées, on ne compte que 2 succursales² vis-à-vis desquelles le dispositif prudentiel n'est pas applicable.

Sur la période, la réforme Bâle II/III s'est traduite globalement par le respect des normes prudentielles par les établissements de crédit.

² la Banque Malienne de Solidarité (BMS) et la Banque Régionale des Marchés (BRM)

En effet, 23 établissements sur les 24 assujettis sur lesquels porte cette note sont en conformité vis-à-vis du ratio de solvabilité total à fin décembre 2023.

Le seul cas d'infraction est observé principalement au niveau de la BHCI.

Le risque de concentration est en partie maîtrisé car 22 banques sur 24 respectent la norme relative à la division des risques.

La norme limitant la prise de participation des banques dans les entités commerciales, fixée à 60% de leurs fonds propres, est respectée par l'ensemble des banques.

En revanche, une seule banque n'est pas conforme à la norme de plafonds fixée pour la détention des immobilisations hors exploitation (IHE), tandis que 2 ne respectent pas la norme de prêts aux dirigeants et aux principaux actionnaires, au personnel et aux commissaires aux comptes.

Au total, 22 banques sur 24 respectent l'intégralité des normes du dispositif prudentiel à fin décembre 2023.

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'APPLICATION DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Code DISPRU	Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Nombre de banques respectant l'indicateur
A. Normes de solvabilité			
RA001	Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>=7,5%	23
RA002	Ratio de fonds propres de base TI (%)	>=8,5%	23
RA003	Ratio de solvabilité total (%)	>=11,25%	23
B. Norme de division des risques			
RA004	Norme de division des risques	<=35%	22
C. Ratio de levier			
RA005	Ratio de levier	>=3%	24
D. Autres normes prudentielles			
RA006	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<=25%	24
RA007	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres TI de l'établissement)	<=15%	24
RA008	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<=60%	24
RA009	Limite sur les immobilisations hors exploitation	<=15%	23
RA010	Limite sur le total des immobilisations et des participations	<=100%	22
RA011	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<=20%	22





V- PERSPECTIVES

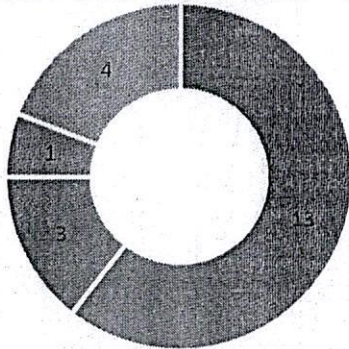
Des perspectives optimistes...

Les perspectives envisagées pour le premier trimestre 2024 se fondent sur l'analyse des tendances renseignées par 22 responsables de banques sur les 28 interrogés.

Sur 22 responsables de banques interrogés, 13 affirment que le système bancaire ivoirien serait marqué par une hausse de tous les indicateurs par rapport à ceux observés à la même période un an plus tôt.

AVIS GÉNÉRAL

■ FAVORABLE ■ DEFAVORABLE ■ STABLE ■ SANS AVIS



En effet, 18 déclarent que la dynamique de l'activité se poursuivra au premier trimestre 2024.

Ainsi, selon 17 responsables d'établissement de crédit, les dépôts devraient connaître une hausse.

Les dépôts faisant des crédits, cette évolution devrait entraîner une augmentation des crédits comme l'affirment 16 banquiers.

Sur la question de l'évolution du portefeuille des créances non productives, les réponses sont mitigées.

Si 12 banquiers affirment que les créances non productives seront en baisse, 4 par contre les anticipent à la hausse tandis que 5 prévoient qu'elles seront stables.

S'agissant des performances du secteur, celles-ci sont attendues à la hausse en lien avec la croissance du PNB comme l'affirment 15 banquiers sur les 22 interrogés.

14 responsables de banque estiment que le résultat net s'inscrira dans la même tendance.

VI- CONCLUSION

Il ressort de cette enquête que l'économie ivoirienne a poursuivi sa dynamique dans un contexte international et régional marqué par la persistance des crises sécuritaires et socio-politiques et le ralentissement de l'inflation dans la zone UMOA.

En dépit de la prise en compte de l'ensemble de ces facteurs, et du déficit budgétaire projeté à 5,2% du PIB en 2023, l'économie nationale continue de tirer avantage de la mise en œuvre et de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2021- 2025.

Fort de cette situation, le secteur bancaire maintient le dynamisme de son activité et affiche des performances satisfaisantes. Sa capacité à faire face à d'éventuelles crises s'est renforcée et les perspectives envisagées pour le premier trimestre 2024 sont optimistes.

CLASSEMENT GENERAL

RANG	Banques
1	SGCI
2	Ecobank
3	BACI
4	NSIA
5	BNI
6	CORIS BANK
7	BOA
8	BICICI
9	BGFIBANK
10	BBG
11	UBA
12	BDU
13	ORABANK
14	CITIBANK
15	BSIC
16	BDA
17	SCBCI
18	MANSA Bank
19	GTBANK
20	STANBIC
21	BANQUE POPULAIRE
22	ORANGE BANK
23	BHCI
24	VERSUS BANK
25	BMS
26	BRM

INDICATEURS SYNTHETIQUES

Indicateurs	Valeurs (unité)
Nombre de banques en activité	28
Nombre de clients	4 801 782
Nombre d'agences	638
Nombre de DAB et GAB	939
Nombre de comptes	5 983 526
Nombre d'employés	10 041

Indicateurs	Valeurs (millions FCFA)
Total Bilan	20 519 983
Total Résultat	338 283
Produit Net Bancaire	1 133 630
Encours de crédits octroyés	10 713 395
Encours des dépôts reçus	14 349 599
Encours des créances en souffrance net	277 830

Part de marché des cinq premières banques	Part (%)
Total Bilan	51,31
Total Résultat	69,08
Produit Net Bancaire	56,40
Encours de crédits octroyés	62,50

